Bureau du 3 février 2003

Décision n° B-2003-1118

commune (s) : Lyon 3°

objet : **Prestations de fournitures, de vérifications et de mise en conformité des équipements de protection incendie des immeubles et des véhicules de la Communauté urbaine - Marché à bons de commande - Appel d'offres ouvert**

service : Délégation générale aux ressources - Direction de la logistique et des bâtiments - Service bâtiment

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 24 janvier 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2002-0444 en date du 4 février 2002, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

La direction de la logistique et des bâtiments assure, dans le cadre de sa compétence, un certain nombre de missions d'entretien et de maintenance de bâtiments, notamment la fourniture, la vérification et la mise en conformité des équipements de protection incendie des immeubles et des véhicules de la Communauté urbaine.

La fourniture comprend le remplacement d'extincteurs ainsi que de la signalétique propre à chaque extincteur et à chaque bâtiment.

La vérification comprend notamment le contrôle :

- des extincteurs dans les bâtiments ou ouvrages communautaires,
- des extincteurs dans les véhicules communautaires,
- des robinets d'incendie armés (RIA),
- des exutoires de fumées et de chaleur,
- des portes coupe-feu.

Il est donc proposé de lancer une consultation sur appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 39, 40 et 58 à 60 du code des marchés publics.

Le marché de prestations de services issu de cette consultation serait de type à bons de commande, conformément à l'article 72-I-1er du code des marchés publics.

Ce marché à bons de commande prendrait effet à compter de sa notification pour une durée d'une année. Il serait expressément reconductible deux fois une année.

Son montant est estimé à un minimum annuel de 60 000 €HT et à un maximum annuel de 200 000 €HT.

L'ensemble de ces prestations ferait l'objet d'un lot ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu les articles 33, 39, 40, 58 à 60 et 72-I-1er du code des marchés publics ;

Vu les délibérations du Conseil n° 2001-0009 en date du 18 mai 2001 et n° 2002-0444 en date du 4 février 2002 ;

DECIDE**1° - Arrête** que :

a) - le marché de services sera traité par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 33, 39, 40 et 58 à 60 du code des marchés publics,

b) - les candidatures et les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 2001-0009 en date du 18 mai 2001.

2° - Autorise monsieur le président à signer le marché de prestations de services et à accomplir tous les actes y afférents.

3° - La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - exercices 2003 et éventuellement 2004 et 2005 :

- fourniture et pose	compte 0 606 820,
- vérification en budget principal	compte 0 617 800,
- fourniture et pose	compte 2 606 340,
- vérification pour le budget de l'assainissement	compte 2 622 800.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,